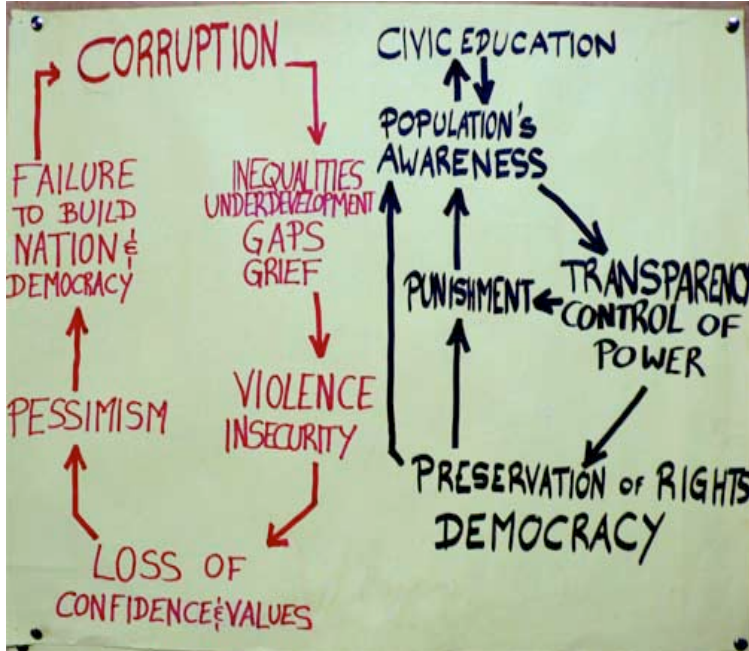


# « Kumba(t) pour les droits ... »

Arrivés de Limbé samedi après-midi (22 /07 /2008), nous avons rendez-vous avec Emanuela, une étudiante franco-tchèque âgée de 26



ans, venue faire ses armes dans le monde associatif par un stage au sein d'une ONG camerounaise. « Aujourd'hui, je sais ce que je veux faire. Je veux quitter le monde du tout réflexion pour celui de l'action ». Après des recherches exploratoires menées dans les villages de la région, les membres de l'association ont convié 30 chefs de villages à assister à une semaine de formation. Au programme : définition et présentation des différentes formes de corruption, réflexion et mutualisation des expériences sur la médiation et la résolution des conflits. L'ONG emploie deux membres permanents et une dizaine de stagiaires venus de l'occident (américains, canadiens, belges, français, etc...). Signalons au passage que la gente féminine est majoritaire, on dénombre 8 femmes pour deux hommes. Dans des locaux sommaires, situés en face du tribunal correctionnel, la planification des actions se divise en deux volets :

1. Respect des droits des prisonniers et amélioration des conditions d'incarcération ;
2. Résolution pacifique des conflits et lutte contre la corruption.



Pour Emanuela qui travaille sur le volet résolution des conflits, l'objectif est de désengorger les tribunaux civils par le renforcement des systèmes coutumiers. Le programme vise à mutualiser les expériences pour établir une méthodologie de gestion des conflits. En effet, les journaux locaux relatent quotidiennement les cas où la violence physique s'est installée et les relations quotidiennes sont marquées par une violence morale comprise dans la sorcellerie.

Au Cameroun, comme dans toutes les régions du monde, marquées par une transition de la territorialité, le passage d'un usage collectif à un usage privatif de l'espace cristallise les confrontations autour des questions foncières. Surtout, lorsque l'établissement des cadastres municipaux n'est pas clair. Avec la loi du qui donne la possibilité aux personnes ne possédant pas d'acte de naissance de se faire éditer des papiers d'identité, Kumba s'est distinguée dans la production des « faux papiers ». Cette situation a fait rimer sa réputation avec corruption. Depuis, les années 2000, les citoyens se sont fédérés en association pour contrecarrer les préjudices entraînés par ces fraudes administratives. Le Kumba(t) s'est donc de responsabiliser l'État.



Derrière le quartier des fonctionnaires sur les hauteurs de la ville, nous avons été surpris de découvrir le lac de Mbo Barombi. Son accès par une petite route de terre permet d'apprécier les richesses écologiques du site. Encastré dans les arènes d'un volcan endormi, l'aqua-sphère est entourée par une réserve forestière. Sa gestion concertée, entre l'agence gouvernementale chargée des forêts, une ONG spécialisée dans la préservation environnementale, et le travail quotidien des paysans, renforce la propension touristique du site.

Nous pouvons dire que malgré son passé embrumé, Kumba est entrain de se relever. Et, bien que timide, l'essor socio-culturel est voué à perdurer si la mobilisation des citoyens continue à y être associée. Ces initiatives associatives méritent d'être encouragées car elles ouvrent le chemin d'un développement humain.

Florent Kolandjian  
Soraya Ebelle